

**RAPPORT N° 2022/3-12
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 30 juin 2022**

OBJET

TRAVAUX D'EXTENSION, DE RENFORCEMENT ET DU RENOUVELLEMENT DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF DES EAUX USEES ET DE L'EAU POTABLE SUR LA RUE JULES REYDELLET – SECTEUR DE LA BRETAGNE (COMMUNE DE SAINT-DENIS) – AUTORISATION DONNEE AU PRESIDENT DE SIGNER L'AVENANT N° 3 AU MARCHE DE TRAVAUX POUR LE LOT N° 1

1 HISTORIQUE :

Le 30 novembre 2017 le Bureau communautaire a approuvé et validé la passation d'une convention constitutive d'un groupement de commande entre la CINOR et la ville de Saint-Denis dans le cadre des travaux de création de réseaux de collecte des eaux usées, de déplacement et de renouvellement de réseaux de distribution d'eau potable sur la route Jules Reydellet et le chemin du Finistère sur le secteur de La Bretagne à Saint-Denis, conformément à l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 portant réforme des marchés publics.

Ainsi, en séance du 21 février 2019, le Bureau a attribué les marchés de travaux correspondants et autorisé le Président à signer ces contrats avec les entreprises et sur la base de l'allotissement suivant :

- Lot n° 1 : travaux d'extension, de renforcement et de renouvellement du réseau d'assainissement collectif en eaux usées et en eau potable sur la rue Jules Reydellet – secteur de La Bretagne : entreprise PICO OI pour un montant de 1 891 000,00 € HT (part Cinor : 1 179 312,94 € HT ; part ville : 711 687,06 € HT) ;
- Lot n° 2 : travaux d'extension, de renforcement et de renouvellement du réseau d'assainissement collectif en eaux usées – secteur de La Bretagne : entreprise OUEST BTP pour un montant de 665 818,70 € HT (part Cinor : 387 416,10 € HT ; part ville : 278 402,60 € HT).

Pour rappel, la consultation a été lancée selon la procédure adaptée (MAPA) conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Le délai global d'exécution des travaux a été fixé à 9 mois (hors congés légaux du BTP) y compris une période de préparation de 2 mois et une période d'exécution des travaux qui prend effet à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage de la phase de réalisation de travaux.

Afin de tenir compte des dispositions de la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite « NOTRe ») qui prévoit le transfert obligatoire des compétences communales « Eau » et « Assainissement » aux établissements publics de coopération intercommunale, un avenant n° 1 au marché de travaux pour le lot 1 actant ce transfert a été notifié à l'entreprise le 30 avril 2020

Par la suite, un avenant n° 2 notifié au titulaire le 19 juin 2020 est venu entériner d'une part l'intégration de prix nouveaux et définitifs qui ont généré des travaux supplémentaires pour un surcoût de + 39 144,50 € HT et, d'autre part, la décision de poursuivre les travaux pour un surcoût de 168 990,96 € HT, soit un total de + 208 135,46 € HT (+ 11,01 %).

Enfin, en cours de chantier, des modifications et adaptations ont été rendues nécessaires pour mener à terme les prestations de ce lot n° 1 justifiant le mémoire en réclamation de l'entreprise PICO objet de son courrier du 1er mars 2020 dans lequel le titulaire du marché fait valoir ce qui suit et demande une participation financière :

- Une rémunération des quantités liées aux branchements particuliers en AEP ;
- Une augmentation du volume des fouilles liée à la gestion de conflits de réseaux ;
- L'application du fascicule 70 pour le calcul de la largeur de la tranchée

Par courrier en date du 5 avril 2022 (V/réf PM/KN/AB/17-067/22-021), le bureau d'études ISIS INGENIERIE assurant la maîtrise d'œuvre d'opération valide la demande de l'entreprise en justifiant que les conditions des articles R2194-2 et R2194-5 du Code de la Commande Publique sont réunies.

Par ailleurs, en raison de la crise COVID19 le chantier a dû être interrompu et à sa reprise l'entreprise a dû faire face aux surcoûts liés aux charges suivantes :

- La fourniture pour le chantier de masques, de gels hydroalcooliques, de savons, etc. ;
- La modification de l'organisation du chantier ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220630-BC2022-3-12-DE
Date de télétransmission : 11/07/2022
Date de réception préfecture : 11/07/2022

- La prise en charge des frais de mobilisation et remobilisation des engins ;
- La mise en sécurité avant et après la période de confinement.

Ces adaptations ont généré une augmentation du volume des prestations et un allongement du délai contractuel des travaux reportant ainsi la date de fin du chantier au 30 juillet 2020.

Ces facteurs impondérables nécessitent la passation d'un avenant n° 3 au marché de travaux contracté avec l'entreprise PICO OI actant ces modifications au marché initial, comme le prévoit l'article L2194-1-3° du CCP.

2 OBJET ET JUSTIFICATION DE L'AVENANT :

Les modifications et adaptations ci-dessus intervenues en cours de chantier ont impliqué la création de prix nouveaux et la prolongation du délai d'exécution du marché.

Les modifications apportées au marché initial portent sur les éléments suivants :

1.1 La rémunération des travaux sur quantités réellement exécutées (postes 1, 2 et 3) :	+ 146 446,22 € HT
1.2 Les fournitures COVID pour le personnel :	+ 4 195,20 € HT
1.3 Les fournitures COVID pour les locaux :	+ 244,13 € HT
1.4 L'organisation du chantier suite COVID :	+ 3 525,00 € HT
1.5 Le coût de démobilisation et de remobilisation :	+ 2 060,00 HT
1.6 Le coût de mise en sécurité avant/après confinement :	+ 5 410,00 € HT

TOTAL :+ 161 880,55 € HT

Toutefois, l'entreprise consent un rabais de 7,73 % sur les postes 1.2 à 1.6 ci-dessus ramenant ainsi sa demande de participation financière à **+ 160 687,74 HT**

II. INCIDENCE FINANCIERE

Les modifications apportées au marché initiales sont donc les suivantes :

	Budget Assainissement EU	Budget Eau	TOTAUX
Marché initial	1 179 312,94 € HT	711 687,06 € HT	1 891 000,00 € HT
Avenant n° 1	-	-	-
Avenant n° 2	+ 171 584,75 € HT	+ 36 550,71 € HT	+ 208 135,46 € HT
Avenant n° 3	+ 128 157,91 € HT	+ 32 529,84 € HT	+ 160 687,75 € HT
Marché initial + avenants 1, 2 et 3	1 479 055,60 € HT	780 767,61 € HT	2 259 823,21 € HT

En résumé, ces adaptations font passer le montant initial du marché de travaux de 1 891 000,00 € HT à 2 259 823,21 € HT (soit + 368 823,21 € HT), soit + 19,50 % détaillé comme suit :

- Montant initial des travaux en € HT : 1 891 000,00 € HT
- Montant en € HT après passation des avenants n° 1, n° 2 et n° 3 : + 368 823,21 €
- % d'écart introduit par les avenants : + 19,50 %
- Nouveau montant en € HT des travaux après passation des avenants n° 1, n° 2 et n° 3 : 2 259 823,21 €
- TVA : 8,5 % : 192 084,97 €
- NOUVEAU MONTANT en € TTC des travaux..... **2 451 908,18 €**

Par ailleurs, compte-tenu de la nature des travaux, un délai supplémentaire est nécessaire prorogeant ainsi la date de fin de travaux au 20 juillet 2020.

L'imputation des dépenses est répartie sur les sections investissement – chapitre 23 entre le budget annexe assainissement (section investissement – chapitre 23) et le budget de l'Eau potable.

Par conséquent, je vous demande de bien vouloir :

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220630-BC2022-3-12-DE
Date de télétransmission : 11/07/2022
Date de réception préfecture : 11/07/2022

- approuver l'avenant n° 3 au marché de travaux passé avec l'entreprise PICO OI pour le lot n° 1 – Travaux d'extension, de renforcement et de renouvellement du réseau d'assainissement collectif en eaux usées et en eau potable sur la rue Jules Reydellet – secteur de La Bretagne - pour un montant supplémentaire de 368 823,21 € HT (Budget Annexe Assainissement : 299 742.66 € HT ; Budget Eau : 69 080.55 € HT) représentant 19,50 % du montant initial du marché.

- autoriser le Président à signer cet avenant faisant passer le montant initial du marché de travaux pour le lot n° 1 de 1 891 000, 00 € HT à 2 259 823,21 € HT.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



**DECISION N° 2022/3-12
du bureau de la Communauté
en séance du 30 juin 2022**

OBJET

TRAVAUX D'EXTENSION, DE RENFORCEMENT ET DU RENOUVELLEMENT DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF DES EAUX USEES ET DE L'EAU POTABLE SUR LA RUE JULES REYDELLET – SECTEUR DE LA BRETAGNE (COMMUNE DE SAINT-DENIS) – AUTORISATION DONNEE AU PRESIDENT DE SIGNER L'AVENANT N° 3 AU MARCHE DE TRAVAUX POUR LE LOT N° 1

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/3-12 du Président

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver l'avenant n° 3 au marché de travaux passé avec l'entreprise PICO OI pour le lot n° 1 – travaux d'extension, de renforcement et de renouvellement du réseau d'assainissement collectif en eaux usées et en eau potable sur la rue Jules Reydellet – secteur de La Bretagne - pour un montant supplémentaire de 368 823,21 € HT (Budget Annexe Assainissement : 299 742.66 € HT ; Budget Eau : 69 080.55 € HT) représentant 19,50 % du montant initial du marché.

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à signer cet avenant faisant passer le montant initial du marché de travaux pour le lot n° 1 de 1 891 000, 00 € HT à 2 259 823,21 € HT.

Nombre de votants : 12 Suffrages exprimés : 12 Vote pour : 12 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme

Fait à Sainte-Clotilde 08 JUL 2022

Le Président,
Maurice GIRONCEL

